

Dans le cadre du programme du Président de la République, je défendrai nos intérêts et veillerai à la prise en compte effective de nos spécificités.

## Notamment:

- Mener un travail de réflexion pour des propositions de solutions qui répondent à la problématique de l'immigration non contrôlée
- Sanctionner les incivilités qui seront punies d'amendes immédiates et dissuasives.
- Recruter des policiers et gendarmes sur les 10.000 supplémentaires prévus pour toute la France, et s'assurer de la construction effective du commissariat et de la cité judiciaire actés depuis plus de 10 ans.
- Développer l'offre de santé: mise en place d'un CHU, d'hôpitaux publics suffisamment dotés en personnel et en matériel, et déploiement de maisons de santé sur tout le territoire.
- Augmenter le minimum vieillesse et l'allocation aux adultes handicapés de 100€ par mois.
- Proposer un accompagnement à la fin de la classe en école primaire.
- Favoriser l'approvisionnement des restaurants scolaires en produits biologiques, écologiques ou issus de circuits de proximité à hauteur de 50%.
- Revaloriser la Prime d'activité et la baisse des cotisations salariales.
- Les bénéficiaires d'un SMIC toucheront ainsi l'équivalent d'un 13° mois.

- Réduire les cotisations sociales des salariés, indépendants et fonctionnaires.
- Rétablir les exonérations de cotisations sociales sur les heures supplémentaires.
- Investir 15 milliards d'euros pour former 1 million de jeunes et de demandeurs d'emploi peu ou pas qualifiés sur tous les territoires français.
- Ouvrir l'assurance chômage aux salariés démissionnaires, aux artisans, aux commerçants, aux indépendants, aux entrepreneurs, aux professions libérales.
- Modifier les modalités de recensement de la population servant de bases de calcul notamment pour les dotations des communes.

## D'ici la fin du quinquennat :

- · Couvrir en très haut débit tous les territoires français.
- Prendre en charge à 100% les lunettes, prothèses dentaires et auditives.

Au sein de l'Assemblée Nationale, nous œuvrerons pour une meilleure valorisation de nos richesses humaines et naturelles, tout en veillant à ce que l'environnement soit préservé et valorisé, et aucunement sacrifié. Mettre sous cloche toute la Guyane n'est pas une option acceptable, compte-tenu des enjeux démographiques et économiques.

Chères électrices, Chers électeurs, Chers amis,

Notre territoire a été trop souvent délaissé.

Nous venons de mener un combat historique et exemplaire. En un temps record, sans violences, avec une dignité et une détermination exceptionnelles, la population a exprimé des besoins réels et légitimes. Toute la société civile a pu élaborer, synthétiser, présenter, et faire accepter par l'Etat un plan complet de rattrapage et de relance de notre territoire. Une vraie prise de conscience de nos potentiels et de nos enjeux est à présent inévitable.

Il reste maintenant à traduire les objectifs en actions, à définir les modalités d'application et à les mettre en œuvre. Le plan n'est que partiellement financé, et bien des obstacles nationaux et européens seront à franchir.

Aujourd'hui, ce GRAND DEFI est à notre portée! C'est un enjeu collectif, qui me touche d'autant plus, moi qui me suis battue en première ligne contre le prix du carburant et la vie chère, entre autres.

Le Président de la République a décidé de me faire confiance, comme Candidate de la Majorité d'Idées et de Progrès qu'il souhaite constituer autour de son programme. Ce choix reconnait mon action de toujours. Mon engagement est sans faille pour notre territoire, au service de la population, le sérieux de mes nombreuses propositions dans le domaine économique et social. Je vous propose mon expérience. Une expérience d'acteur de terrain acquise au fil des ans, mais aussi une expérience des institutions de par mes mandats au Conseil Economique Social et Environnemental.

## « La République en marche » pour servir la Guyane et son développement !

Le soutien de la Présidence de la République est essentiel pour la réussite de nos actions et du Plan de Convergence pour la Guyane. Il est essentiel pour que nous soyons entendus.

Le mouvement EN MARCHE se distingue de tous les partis historiques par son esprit collaboratif. Il nous offre aujourd'hui la chance de poursuivre et de donner vie aux nombreuses idées et projets que la société guyanaise entière a pu présenter ces dernières semaines, dans des conditions de concertation exceptionnelles.

Il nous faut une approche pragmatique, non idéologique, à l'écoute des spécificités de la Guyane. Je crois à la possibilité

qu'une large « Majorité d'Idées » puisse se faire en Guyane, mais je n'oublie pas cependant que certaines mesures prises à Paris ou Bruxelles doivent être modifiées ou combattues au nom du simple bon sens. Cette indépendance, vis-à-vis des « consignes » partisanes habituelles, me parait s'imposer comme une règle générale à tout élu attaché d'abord à l'intérêt de notre population.

Ensemble, prenons en main notre destin. Et dans une approche différenciée et exemplaire, obtenons les avancées utiles et nécessaires à notre population.

- + Soyons acteur de notre avenir : tous nos moyens de développement, économiques, sociaux doivent nous être restitués, en particulier le foncier, et les ressources naturelles.
- + Faisons entendre notre voix pour que l'Etat, tout en remplissant scrupuleusement ses Missions Régaliennes au profit des Citoyens Guyanais, sache, dans les domaines sécuritaire, social et économique, adapter enfin des règles nationales ou communautaires, qui sont souvent bloquantes ou pénalisantes pour la Guyane.
- + Obtenons, dans l'esprit d'innovation proposé par le Président de la République, un **Droit à l'Expérimentation**, reconnu par la Constitution, qui permette à la Guyane de rechercher des voies et des solutions spécifiques, sans éternellement buter sur le « mur de la règlementation ».
- + Apprenons à Oser, comme nous y invite notre Conscience, notre Jeunesse, nos Espaces, nos Ressources.

Voter pour nous, c'est donner à la Guyane toutes les chances de réussir son développement! De répondre aux grands besoins exprimés, avec efficacité.

- Priorité à notre SECURITE individuelle et celle de notre territoire
- Priorité à un meilleur système de SANTE
- Priorité à l'EDUCATION
- · Priorité à notre JEUNESSE
- Priorité aux PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP
- Priorité aux INFRASTRUCTURES et au désenclavement de la Guyane
- Priorité aux ENTREPRISES, à leur développement et aux emplois

Moi, Joëlle PREVOT-MADERE, je m'engage auprès de vous à servir notre cause.

Joëlle PREVOT-MADERE Teed GASPARD

Une forte expérience et un réseau solide en niveau local et national ...

Je suis née à Cayenne en 1959, de parents (Yves PREVOT et Sergine PATIENT) qui m'ont, très tôt, inculqué la volonté d'agir pour le bien-être des autres. Mariée et mère de 4 enfants, je suis chef d'entreprise. En 2006, j'ai été élue à la Présidence de la Confédération des Petites et Moyennes Entreprises de la Guyane (CGPME). Conseillère Régionale en 2004, puis Conseillère Municipale et membre du bureau de la CACL en 2008, je suis au contact des réalités du terrain depuis de nombreuses années. Ces engagements ont renforcé ma détermination à faire ressortir les potentialités de notre territoire. Mon parcours a été remarqué par les Instances Nationales. Depuis 2010, je siège au Conseil Economique, Social et Environnemental à Paris, dans le groupe « Entreprises », et je suis aussi Vice-Présidence de la délégation Outre-mer. J'ai ensuite mené et fait voter à une très large majorité des Avis délicats (Mobilité des Jeunes ultramarins, Politique Commune de la Pêche, ...). Je représente le CESE à la Commission Nationale d'Evaluation des Politiques Outre-Mer (CNEPEOM). Ces institutions s'inscrivent dans une tradition de dialogue concret, productif et respectueux.

Un engagement au plus près de la population ...

Issu d'un quartier défavorisé de Matoury, je me suis investi dès mon jeune âge dans la vie associative avec la volonté farouche de faire évoluer mon territoire. Homme de terrain, mais également de dossiers, je connais bien les problématiques de la société guyanaise, les difficultés d'accès à la formation et à l'emploi, les inégalités face à l'accès au logement, la discrimination et l'insécurité. Autant de problématiques difficiles sur le littoral, mais qui le sont encore plus dans les communes de l'intérieur que je connais bien pour y avoir travaillé. Chaque jour, dans le cadre de mes activités professionnelles et associatives, j'essaie d'insuffler une dynamique positive auprès de la population afin de lui prouver qu'elle n'a pas à être laissée pour compte et qu'il lui appartient de prendre son avenir en main. Cet engagement du quotidien m'a tout naturellement conduit il y a 3 ans à m'intéresser au rôle des institutions sur les aspects économiques et sociaux, et à réfléchir à leur adéquation pour répondre aux enjeux de notre territoire.